



Niger : non à l'intervention militaire, non aux sanctions ! Impérialisme français hors d'Afrique !

Le 26 juillet dernier, le corps d'élite de la garde présidentielle a déposé l'ancien président Mohamed Bazoum. Aujourd'hui, c'est du côté du gouvernement français, et de ses alliés qui gouvernent les pays voisins d'Afrique de l'Ouest qu'on entend des bruits de bottes, une menace d'intervention militaire. Car, même si le peuple travailleur du Niger n'a rien à attendre de bon du coup d'État militaire, celui-ci bouscule les intérêts de l'ancienne puissance coloniale française. Comme les renversements récents d'autres gouvernements dociles envers les intérêts commerciaux de Paris, au Mali et au Burkina Faso, ce changement relève bien plus des révoltes de palais. Mais le gouvernement français, les groupes comme Bouygues, Total, ou Orano (ex-Areva) veulent des palais à leurs bottes.

Toute notre solidarité va aux populations pauvres, aux peuples travailleurs des villes et des campagnes du Niger et de la région, qui connaissent le pillage et la misère, les affrontements entre clans locaux concurrents pour le pouvoir, mais aussi et surtout les opérations militaires, directes ou par troupes africaines interposées, des grandes puissances prédatrices de l'Afrique, la France en tête. Ils n'ont rien à attendre de dirigeants ou chefs militaires qui s'auto-proclament « sauveurs de la nation ». C'est l'unité des travailleurs à l'échelle du continent qui pourra ouvrir une voie pour sortir de la domination et construire un autre futur. Nous partageons leur révolte contre le pillage colonial qui perdure, et en premier la mainmise de l'impérialisme français, de ses patrons sur toute une partie du continent africain.

La CDAO, poussée en sous mains par la France et les USA, a mis ses forces d'intervention en alerte ! EN CAS D'INTERVENTION EXTERIEURE RASSEMBLEMENT DE PROTESTATION LE JOUR MÊME A 18h DEVANT LA PREFECTURE DU LOIRET !

Troupes françaises hors d'Afrique ! Non à l'intervention militaire !

Carburants : ça flambe !

Le prix du carburant est reparti à la hausse en ce mois d'août. En moyenne, l'essence a augmenté de 11 centimes par litre depuis juillet. Une des causes de cette augmentation vient du fait que l'Arabie saoudite a décidé de réduire sa production de pétrole, alors que dans le même temps la demande mondiale a largement augmenté. Mais, de plus, les compagnies pétrolières occidentales profitent de l'opportunité pour augmenter leurs bénéfices, déjà farineux, aux dépens des consommateurs. **Et cela va continuer.**

Les exportations d'armes en plein boom

La France a exporté l'an dernier pour 27 milliards d'euros d'armement contre « seulement » 11,7 milliards l'année précédente. Une progression spectaculaire de plus de 130 % qui devrait se poursuivre cette année. Selon le ministère de la Défense, « il s'agit de contribuer à la paix internationale ». Sauf que 64 % de ces armes sont expédiées en priorité au Proche et Moyen-Orient, des régions où les conflits font chaque

année des centaines de milliers de morts, sans même parler de celles envoyées en Ukraine.

Le « pass colo » de la misère !

La ministre des Solidarités et des Familles, Aurore Bergé a annoncé la mise en place d'un « pass colo » pour 2024. Dans un premier temps on avait cru comprendre qu'il serait ouvert à l'ensemble des enfants mais finalement seuls les 10/11 ans seront concernés. Autant dire que la majorité des jeunes et des très jeunes resteront sur le bord de la route. Quant à son montant il ira de 200 à 350 euros, ce qui en limitera l'accès aux seules colonies aux prix abordables, c'est à dire celles organisées par les communes ou les CSE des grandes entreprises dont le nombre n'a cessé de diminuer au cours des années faute de financement adéquat. Un pass misère qui se réduira sans doute largement à un effet d'annonce.

Orléans 10 août 2023

L'État va taper allègrement dans les caisses de l'Unedic

Dans le cadre des négociations sur l'assurance-chômage l'État s'apprête à siphonner 11 milliards d'euros d'ici à 2026 dans les caisses de l'Unedic, l'association qui gère l'assurance chômage et qui est financée par les cotisations sociales et la CSG. Dès cette année 2 milliards seront pompés pour mettre sur pied une nouvelle structure, France Travail, qui devrait regrouper Pôle emploi, les missions locales et Cap emploi, censé accompagner les personnes handicapées. L'Unedic abonde déjà à hauteur de 80 % au budget de Pôle emploi mais sa contribution sera encore augmentée. Dans le même temps les Pouvoirs publics continueront « à faire des économies » en mettant en œuvre un mode de calcul de l'indemnisation chômage toujours plus défavorable aux demandeurs d'emploi et raccourciront, si besoin est, leur durée d'indemnisation qui a déjà été réduite de 25 % en février dernier. Quand l'État fait du social, c'est au détriment des plus pauvres.

Des économies budgétaires sur les dépenses sociales

Dans le cadre des 11 à 12 milliards d'économies budgétaires que le gouvernement veut réaliser l'an prochain, la Première ministre a expliqué, lors d'une réunion à Matignon, aux ministres de la Santé et des Comptes publics, qu'il fallait taper en priorité « dans la sphère sociale en général qui représente 50 % de nos dépenses ». C'est ainsi que le montant de la franchise, qui est de 0,5 euro par boîte de médicaments, devrait passer à 1 euro en 2024. Doublement également de la franchise pour les actes paramédicaux (aujourd'hui à 0,5 euro par acte) ainsi que celle des transports sanitaires (actuellement 2 euros par trajet). Encore une fois ce sont les plus modestes qui seront touchés au portefeuille. Depuis son apparition, il y a deux ans, l'inflation généralisée a fait de nombreuses victimes, et en premier lieu, le panier de courses des Français. Au fur et à mesure que son prix a augmenté, son contenu s'est réduit. Entre 2021 et le mois de juillet 2023, les prix ont même gonflé de 18,4% selon l'Insee, pointe Les Echos ce jeudi 10 août. Conséquence, alors que les salaires ne suivent pas, les achats alimentaires des Français ont chuté de 11,4% en volume entre le dernier trimestre 2021 et le deuxième trimestre de cette année. Les consommateurs achètent moins et de moins bonne qualité, faute de moyens suffisants pour suivre la flambée des prix.

La planète brûle et le gouvernement félicite les pollueurs

Alors que le réchauffement climatique s'intensifie, frappe durement les populations à l'échelle mondiale et en première ligne celle des pays sous domination, et que les scientifiques se demandent si un seuil irréversible ne serait pas en train d'être dépassé, tandis que les émissions de CO2 continuent de grimper, il est urgent d'empêcher d'advenir le futur de misère et de souffrance que nous réservent le patronat et les gouvernements aux manettes de la crise. Une perspective envisageable qu'à condition de mettre fin à un système capitaliste fondamentalement écocide, en indépendance de ceux qui tentent de le faire perdurer, des Etats aux entreprises qu'ils soutiennent.

Le 14 juillet, Patrick Pouyanné, PDG de TotalÉnergies, était promu au rang d'officier de la Légion d'honneur, sur proposition du ministre de l'Économie Bruno Le Maire. Le même jour, la ville de Phoenix, capitale de l'Arizona, enregistrait son quinzième jour consécutif au-dessus de 43°C. La conjonction de ces deux informations en dit malheureusement long sur l'absence totale de préoccupation écologique du gouvernement et, pire encore, sur son soutien appuyé aux multinationales climaticides.

L'EAU N'EST PAS UNE MARCHANDISE ! C'EST UN BIEN COMMUN !

Jeudi 24 août - 7h - prélèvement d'eau à TAVERS pour analyse - Fin d'après-midi -
Traversée d'ORLEANS- Soirée festive à la Binette à BOU

Vendredi 25 août - Arrivée prévue vers 12 h dans le centre d'Orléans, « pique-nique citoyen à proximité de la Loire et du conseil départemental », puis Manifestation devant l'Agence Régionale de l'Eau, 9 Avenue Buffon à LA SOURCE